



Rennes, le 26 juin 2018

**COMMUNIQUE DE PRESSE**  
**Comité Régional Cgt Bretagne**

## **Visite du Président Macron en Bretagne**

### **Où sont les salariés (es) de la Bretagne qui travaille ?**

Deux jours de visite dans la région et un discours d'une heure quarante et aucune considération pour les travailleurs salariés, si ce n'est aux fonctionnaires pour leur demander de soutenir les réformes de l'Etat.

Si plusieurs projets sont mis à l'honneur par le Président de la République, les salariés peuvent se poser la question de leur existence dans la réalisation de ceux-ci.

Autant sur les EMR, sur le transport, l'agriculture, l'agroalimentaire ou encore la recherche, il semblerait que ne comptent aux yeux du Président que les investisseurs, considérant peut-être que le travail n'est pas un investissement.

A la lumière des propos du Président de la République, le temps de l'austérité serait passé et nous devrions être « satisfaits » de vivre en Bretagne, de par notre histoire, notre culture, et notre caractère.

C'est oublier bien vite que la moyenne des salaires en Bretagne est en dessous de la moyenne nationale par exemple.

Pour autant, si la Bretagne est une Région de « solidarité », c'est aussi grâce à son histoire sociale. Il reste cependant des zones franches sur lesquelles il faudrait se pencher rapidement. Il serait utile de prendre en compte, aussi en Bretagne, nombre de propositions qui émanent des salariés dans de nombreux domaines.

Tous les salariés ne sont pas réfractaires à la montée de leurs compétences, le problème viendrait plutôt des freins de leur chef d'entreprise pour leur permettre de renforcer l'exercice de leur emploi et leur capacité à sécuriser leur parcours professionnel. En ce sens, le futur projet de loi sur la formation professionnelle n'est en aucun point rassurant au regard des limites pour les salariés et des opportunités pour les chefs d'entreprise.

Si « les premiers de cordées », tant mis en valeur par le Président, étaient à la hauteur, il n'y aurait plus de chômage, de pauvreté et moins de contraintes à l'entreprise pour les travailleurs, particulièrement sur les conditions de travail.

Le Président de la République nous a fait la démonstration qu'il savait s'adresser à une partie de la population, celle qui décide et qui dirige.

Pour les autres, ils n'ont qu'à exécuter les décisions. Drôle de conception de la démocratie !

Les annonces du Président semblent confirmer des promesses déjà faites. Au-delà, il poursuit dans son objectif de réorganisation de la république qui confirme la mise en compétition des collectivités sous toutes ses formes, et de fait celle des travailleurs.

Le redécoupage territorial sous forme de projets d'excellence ne peut avoir comme incidence de favoriser certaines zones à d'autres et de fait de désolidariser les territoires entre eux.

Il est bien sûr évident de ne pas freiner les ambitions, encore faut-il qu'elles ne génèrent pas plus d'inégalités qu'il n'en existe. Ce n'est à priori pas le choix qui est pris.

Avec quelques annonces, le Président de la République est largement en dessous des attentes du collectif salarié qui voudrait voir autre chose que la réduction de leurs droits et de leurs garanties collectives.

Quelques exemples suffisent à le démontrer, en effet :

- Qu'en pensent les 321 salariés de chez Doux qui restent sur « le carreau » alors qu'on leur avait promis une solution de reclassement ?
- Qu'en pensent les personnels des Ehpad, des hôpitaux, de la santé qui sont mobilisés depuis le début de l'année pour demander plus de considération et d'emplois pour mieux faire leur travail ?
- Qu'en pensent les ouvriers portuaires de Saint Malo ou Lorient à qui on supprime les garanties collectives pour brader leur travail ?
- Qu'en pensent les personnels de la fonction publique des annonces de présence humaine alors que chaque jour, la disparition de services est imposée ?
- Qu'en pensent les femmes alors que leur salaire, leurs conditions de travail restent largement en dessous de l'objectif d'égalité ?
- Qu'en pensent les cheminots ou les gaziers électriciens en grève depuis plusieurs semaines dont le gouvernement et le Président de la République n'écoutent pas les revendications ?
- Qu'en pensent les jeunes à qui on promet des jours meilleurs dans un monde sans collectifs, sans droits, où la seule règle est la compétition ?
- Qu'en pensent les retraités qui voient leurs moyens de vivre se réduire alors que le coût de la vie, particulièrement sur la santé ou la perte d'autonomie sont en hausse ?
- Qu'en pensent les salariés au chômage qui sont montrés du doigt, sanctionnés et contraints de s'orienter vers des petits boulots avec peu de perspectives d'emploi durable ?

La Cgt va poursuivre son action, par la mobilisation, le dialogue social à tous les niveaux pour faire entendre les exigences des salariés, des retraités et des demandeurs d'emploi.